

Note de synthèse Compte rendu des mesures structurelles Tempus

Une enquête exhaustive des mesures structurelles Tempus (2003-06) a été réalisée afin d'analyser leurs liens avec l'évolution des politiques nationales dans l'enseignement supérieur, d'évaluer leur impact et d'analyser les principales questions traitées. Même s'il ne représente pas l'intégralité de l'agenda européen en matière d'enseignement supérieure, le processus de Bologne demeure le principal centre d'intérêt pour les pays partenaires de Tempus.

1) Développements clés dans les trois régions partenaires Tempus

L'enseignement supérieur dans la région des **Balkans occidentaux** (**«Cards»**) se caractérise par un monde universitaire désagrégé au sein duquel les facultés agissent comme des entités juridiques indépendantes. Tous les pays de la région ont modifié en profondeur leur législation afin de créer le cadre nécessaire à l'introduction de réformes s'inspirant du processus de Bologne. Dans cette région, le programme Tempus s'est concentré sur le renforcement des capacités: les projets Tempus sont souvent mentionnés dans les rapports nationaux du processus de Bologne pour leur précieuse contribution à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur dans l'**ex-Union soviétique** (**«Tacis»**) a une forte tradition de planification centrale. De nombreuses universités ont trop de personnel, ne disposent pas de fonds suffisants, sont mal équipées et leurs bâtiments sont mal entretenus. La gestion de l'université doit être modernisée et démocratisée. Les principaux objectifs stratégiques des réformes de l'enseignement supérieur s'inspirent du processus de Bologne, même si de nombreux établissements d'enseignement supérieur ne sont pas encore prêts à relever ce défi.

Les pays du Maghreb et du Mashrek («**Meda**») ont rejoint Tempus en 2002. Même si la région se trouve en dehors de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, l'intérêt pour le processus de Bologne est également visible dans cette région où la réforme des diplômes a été lancée, où sont établies des agences nationales d'assurance qualité de l'enseignement supérieur et où, dans certains pays comme l'Égypte, Tempus est utilisé comme un instrument intégré dans la stratégie de développement de l'enseignement supérieur.

En règle générale, quelques changements positifs ont été détectés entre les premiers projets et ceux mis en œuvre ultérieurement, ce qui indique que la communauté Tempus «mûrit». Plus de la moitié des mesures structurelles appartient à la «région de Tacis» (ex-

Union soviétique), tandis que la part des pays Meda reste la plus faible (moins d'un cinquième). La région Cards a reçu environ un tiers de tous les projets avec une mention spéciale pour l'ARYM, qui a été particulièrement active avec près d'un quart de la coopération Cards en faveur des mesures structurelles. La Russie et l'Ukraine, dont les systèmes d'enseignement supérieur sont très vastes, sont représentées dans les trois quarts des projets mis en œuvre dans la région Tacis.

2) Participation des États membres de l'UE

Il n'est pas surprenant que les plus grands pays de l'UE soient les plus présents dans la coopération structurelle: l'Allemagne (14,7%), l'Italie (10,2%), la France (9,5%), le Royaume-Uni et l'Espagne (8,3%). Certains systèmes d'enseignement supérieur de taille moyenne ont également participé de façon assez active: la Belgique (7,3%), l'Autriche (6,4%), la Suède (6,1%) et les Pays-Bas (5,2%). La proximité relative et la coopération traditionnelle entre les pays sont les principaux facteurs de renforcement des consortiums entourant les projets Tempus. Dans la région Tacis, en particulier en Russie et en Ukraine, la coopération se fait particulièrement avec de grands pays de l'UE, tandis qu'avec le groupe Meda, l'Espagne, l'Italie et la France participent aux trois quarts des projets (10 pays de l'UE ne participent pas du tout aux projets Meda).

870 «contacts internationaux» (c'est-à-dire une coopération entre des équipes nationales au sein des mesures structurelles) ont été établis, principalement avec la Russie (10,5%), l'Ukraine et, de façon surprenante, l'ARYM (9,1% les deux), la Serbie (8,5%), la Bosnie-et-Herzégovine (8,2%), la Croatie (7,6%), le Kazakhstan (5,4%), etc.

3) Domaines de réforme

Avec près d'un tiers des projets axés sur cet objectif, le principal domaine de coopération concerne la modernisation de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation, même si on pourrait considérer que ces types de projets ne sont pas des mesures structurelles typiques. Un projet phare dans ce domaine est le projet d'harmonisation («Harmonisation des structures éducatives en Europe»). La promotion du processus de Bologne et les réformes nationales et institutionnelles sont au deuxième rang des domaines de coopération les plus populaires (environ un cinquième), tandis que la modernisation de la gouvernance semble être plutôt marginale (moins d'un dixième).

Dans la région Cards, la modernisation de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation est de loin le thème le plus fréquent (un tiers du total), tandis que la gouvernance est le thème le moins développé. Les réformes nationales et institutionnelles et la promotion du processus de Bologne sont à un niveau similaire. Dans la région Tacis, la coopération se concentre également essentiellement sur la modernisation de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation, et est très proche des réformes institutionnelles (au niveau universitaire, principalement via le développement du personnel) et nationales (un quart du total pour les deux). La promotion du processus de Bologne est moins populaire que dans la région Cards, et une fois de plus, la modernisation de la gouvernance attire moins d'un dixième de tous les projets. Pour conclure, dans la région Meda, les réformes nationales sont au premier rang (plus d'un

tiers du total), suivies de près par la modernisation de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation. Les réformes institutionnelles et la promotion du processus de Bologne ne reçoivent chacune que la moitié de cet intérêt, et une fois de plus, la modernisation de la gouvernance est en queue de peloton. La raison en est peut-être que la gouvernance est principalement une préoccupation gouvernementale, pour laquelle les universités n'ont pas leur mot à dire.

4) Domaines thématiques

L'enquête montre que, dans toutes les régions, le thème le plus fréquent concernant les mesures structurelles est la garantie de la qualité (plus d'un quart du total), suivi par le système de crédit (un cinquième et le thème le plus populaire dans la région Cards) et les structures de diplômes (moins d'un cinquième). La mise en œuvre de l'ECTS est considérée comme un thème particulièrement approprié aux projets Tempus. Malheureusement, il semblerait que peu d'étudiants participent à ces projets et qu'il soit fait peut de cas de la nécessité d'impliquer davantage les étudiants dans l'approche de la charge de travail de l'étudiant. Le contrôle ultérieur des crédits ECTS attribués est un sujet encore moins abordé.

Les discussions sur les structures de diplômes se limitent souvent à des domaines à sujet unique (il y a une tendance à organiser les projets par domaines professionnels), mais elles couvrent des questions comme la flexibilité, la comparabilité, la compatibilité, l'employabilité, les résultats de l'apprentissage et la charge de travail de l'étudiant. La mobilité, la certification, l'employabilité, l'éducation et la formation tout au long de la vie et la reconnaissance ont fait l'objet de moins d'attention. L'employabilité et la coopération université/entreprise sont souvent traitées comme des questions d'intérêt secondaire, généralement restreintes à un seul domaine professionnel, et sont principalement abordées par les pays qui ne participent pas au processus de Bologne (Meda et Asie centrale) ou qui ont peu d'expérience en la matière. Cela peut sembler étrange, dans la mesure où, en règle générale, les gouvernements encouragent les employeurs à coopérer plus étroitement avec les universités.

La garantie de la qualité est le domaine le plus populaire, mais certains projets tiennent compte d'aspects relativement circonscrits (ils se limitent à des questionnaires ou des logiciels), alors que d'autres considèrent un champ d'application bien plus large. Certains projets sont plus informatifs, tandis que d'autres se concentrent sur les normes de garantie qualité dans un domaine d'étude spécifique.

Dans les pays qui ne sont pas formellement membres du processus de Bologne, l'éducation et la formation tout au long de la vie, la reconnaissance et la mobilité ont reçu peu ou pas d'attention. Dans les pays participant au processus de Bologne et au Maghreb, la mobilité a eu du succès. Elle est rarement traitée seule, mais est liée à la promotion globale du processus de Bologne, et rarement à la reconnaissance. L'éducation et la formation tout au long de la vie n'ont pas attiré beaucoup de projets, mais les projets qui se concentrent sur ce thème ont produit des résultats concrets comme des changements législatifs ou la mise en place de nouveaux cycles d'études.

5) Résultats concrets des projets

Les résultats concrets les plus typiques sont des publications, des conférences, des séminaires, des visites et des cours de formation. En règle générale, des sites web ont été créés et sont, dans la plupart des cas, toujours accessibles. Près de 400 publications ont été diffusées dans le cadre des mesures structurelles du programme Tempus III.

6) Conclusions

Les mesures structurelles Tempus ont un contenu riche et diversifié. Elles sont par définition des projets de coopération internationale et il convient de ne pas oublier leur potentiel de promotion de la coopération entre pays partenaires, et non seulement avec les partenaires de l'Union européenne. Un mode de coopération faisant intervenir de grands groupes de pays partenaires et de pays membres de l'Union européenne ne peut qu'engendrer une valeur ajoutée accrue. Certaines mesures structurelles du programme Tempus III ont débouché sur l'établissement de vastes forums au sein desquels cette valeur ajoutée a été créée, puis disséminée et incorporée dans des développements nationaux clés.